

Comité National Français de Géographie.

Compte-rendu de la réunion du 10 janvier 2004.

tenue dans le grand amphithéâtre de l'Institut de Géographie.

Ordre du jour :

- 1 congrès de GLASGOW : ouvrage, stand, excursion pré congrès
 - 2 Réunion des présidents de commission : quels rôles ?
 - 3 Journées géographiques : avenir proche et lointain.
 - 4 Fiches, adhésions, site, cotisations.

Liste des membres du Conseil présents : *Paul ARNOULD, Etienne AUPHAN, Jacques BONVALLOT, François BART, Jean Claude BOYER, Maurice BURAC, François CARRE, Monique DACHARRY, Jean Marc HOLZ, Alain HUETZ DE LEMPS, André HUMBERT, Gérard JOLY, Bertrand LEMARTINEL, Robert MARCONIS, Alain METTON, Alain MIOSSEC, Jean Robert PITTE, Roland, POURTIER, Philippe ROUDIE, Jean SOUMAGNE, Pierre-Jean THUMERELLE, Jean VARLET, Yvette VEYRET-MEKDJIAN.*

Excusés: *Jean BASTIE, Jean DERCOURT, Gérard DOREL, Gilles FUMEY*

Liste des présidents de commission présents: *Céline BROGGIO, François BART, Philippe BOULANGER, François CARRE, Pierre CARREGA, Jean-Paul DIRY, Micheline HOTYAT,*

Richard LAGANIER, Jean ROBERT, Gérard SALEM, Olivier SOUBEYRAN, Jean SOUMAGNE, Pierre-Jean THUMERELLE, Jean VARLET, Yvette VEYRET-MEKDJIAN, Philippe VIOLIER.

Deux gros dossiers ont occupé l'essentiel de cette première réunion du CNFG pour 2004, L'ouvrage pour le congrès de l'UGI à Glasgow et le point sur les activités des commissions. De ce point de vue la présence de la quasi totalité des présidents de commission a été perçue par tous les présents, comme lors du précédent bilan en janvier 2002, comme un temps fort d'échange d'informations, d'idées, d'expériences. Il est certain que les commissions du CNFG doivent constituer une des structures essentielle, mais non exclusive, où se fait la géographie.

Après les traditionnels vœux du président à tous les participants au nom du bureau le premier thème traité a concerné le congrès de l'UGI à Glasgow et plus particulièrement l'ouvrage, programmé pour manifester comme lors des fois précédentes la vitalité de la géographie française. Son **contenu** abordera le thème irritant et lancinant pour certains, vide de sens pour d'autres, incontournable pour beaucoup, du développement durable.

Le titre, non encore définitivement stabilisé pourrait être : "**PROPOS SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE**"

La structure de l'ouvrage associerait, après une introduction rédigée par le bureau du CNFG, des contributions provenant de la géographie et des disciplines voisines sans aucun souci d'exhaustivité mais pour permettre à des sensibilités différentes de s'exprimer sans aucune contrainte

Les contributions "externes" seront commandée à:

- un historien: Dominique Barjot,
- un économiste: Franck Dominique Vivien
- un sociologue: Bernard Kalaora,
- un écologue: Jean-Claude Lefeuvre,
- un philosophe: Jean-Jacques Wunenberger,
- une juriste: Jocelyne Dubois Maury,
- un géologue: Jean Dercourt, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences.

Les participations des géographes sont demandées ou proposées par:

- les tropicalistes sur les suds et le D.D., coordonné par l'équipe qui a si bien fonctionné pour l'ouvrage sur l'Afrique, François Bart, Jacques Bonvallot et Roland Pourtier,
- les géopoliticiens ou les géographes économistes, sur la mondialisation et le D.D., Laurent Carroué et Jean Soumagne,
- les ruralistes, sur l'agriculture périurbaine et le D.D., piloté par Jean-Paul Charvet
- les biogéographes sur la forêt et le D.D. par Paul Arnould et Vincent Clément,
- les "marins" sur les territoires de l'océan et des littoraux et le D.D., par Alain Miossec,
- les "urbains", sur ville et développement durable, Jean Marc Holz
- les "touristes" sur le tourisme durable, avec Philippe Violier
- les formations en aménagement, par Céline Broggio,
- les climatologues sur les risques globaux et le D.D., Jean Paul Vigneau,
- les "pédagogues" sur l'enseignement du D.D., par Yvette Veyret
- Cette liste n'est pas totalement fermée.

Le comité de rédaction formé du bureau se réserve le droit de solliciter éventuellement une contribution supplémentaire ou d'accepter une ou deux propositions émanant des commissions qui ne se sont pas encore manifestées

Le format du volume, qui constituerait comme les fois précédentes, un numéro normal et un numéro à part, de la revue "Historiens et Géographes", comme nous l'a confirmé son président, Robert Marconis, serait d'environ 200 pages à 3000 signes.

Les contributions demandées sont de l'ordre de 10 pages de 3000 signes par auteur ou par collectif d'auteurs, résumé en anglais et bibliographie comprise.

Après ce long échange de vues sur la nécessité d'affirmer notre présence nationalement et

internationalement sur le "front" du développement durable plusieurs questions plus pratiques ont été abordées:

- Le CNFG tiendra un stand à Glasgow, comme à Durban, suivant les mêmes principes: présentation de notre ouvrage et d'un certain nombre de productions issues des commissions qui le souhaitent. Gérard Joly jouera comme à l'habitude le rôle de coordonnateur, aidé par les collègues présents.
- L'excursion pré congrès, pour laquelle il n'a pas été possible de trouver un organisateur unique, sera assurée de manière plus artisanale par le bureau qui se propose de louer un car et de prévoir une excursion relativement informelle où chaque participant apportera sa contribution pour assurer le contenu scientifique des étapes.
- Il est tout aussi rappelé les coordonnées du site du congrès pour les collègues qui n'auraient pas répondu aux circulaires mais qui souhaiteraient s'inscrire ou proposer une communication: www.meetingmakers.co.uk/IGC-UK2004.

LE POINT SUR LES ACTIVITES DES COMMISSIONS.

Les commissions du Comité National de Géographie font l'objet d'une brève introduction par Alain Miossec. Il rappelle combien la réunion tenue à l'Institut de Géographie à Paris il y a plus de deux ans avait été jugée très utile par tous les participants : un bilan s'imposait donc, ne serait-ce qu'à quelques mois du congrès de L'UGI.

Certes, le CNG a des responsabilités " internationales " mais il en a également au sein de la collectivité des géographes français puisqu'une de ses missions est aussi de défendre les intérêts de la géographie comme d'en promouvoir l'image et les travaux. Ces derniers passent par diverses instances auxquelles le Comité n'entend pas se substituer, pas plus qu'il n'entend discriminer des courants de la géographie, le bien du mal, le bon du médiocre et le scientifiquement correct de celui qui le serait moins. La recherche passe en France par les Universités et le CNRS, sans oublier d'autres instances où des géographes ont été recrutés pour la qualité de leurs travaux, pour leur profil, pour les opportunités offertes dans le cadre de programmes définis par ces instances (IRD par exemple). Ces équipes (UMR du CNRS, Equipes d'accueil ou Jeunes Equipes des Universités financées par le Ministère de la Recherche) font l'objet d'évaluations scientifiques et ce n'est pas au CNG de faire ce travail...

Il est certain qu'au cours des dernières années, la structuration de la recherche a entraîné une interrogation sur le rôle des commissions du CNG et beaucoup de jeunes enseignants-chercheurs se demandent aujourd'hui ce que peuvent représenter des commissions mises en place de longue date. Une réponse doit être clairement apportée à ce sujet.

Les commissions sont un lieu de dialogue disciplinaire et pluridisciplinaire (à la discrétion de ceux qui les pilotent), de rencontre et de débat scientifique. Elles offrent, plus qu'ailleurs, un espace de liberté qui n'est aucunement contraint par les programmes des équipes de recherche sauf évidemment si une commission devait correspondre à une seule équipe (une UMR du CNRS par exemple). Elles permettent de rapprocher, en particulier sur le terrain, lors des sorties organisées des enseignants-chercheurs et des chercheurs qui ne se connaissent plus guère parfois que par les publications dans les revues et qui, la plupart du temps, liés à des équipes de recherche, s'en tiennent à l'application des programmes qui en garantissent l'existence. Les commissions du Comité National de Géographie ont donc un rôle très important pour la collectivité des géographes et il leur faut seulement trouver l'espace qui leur permet d'exister sans donner l'impression de concurrencer les équipes de recherche. Il importe donc qu'elles aient une existence propre, qu'elles établissent des programmes fondés sur le débat scientifique et sur la connaissance des lieux : les sorties sont essentielles car elles exposent une

géographie concrète et cimentent un corps qui a parfois une certaine tendance (par nature pour la géographie) à éclater dans des directions différentes. Entre l'existence des frontières disciplinaires et l'attraction exercée par les passeurs de frontière, nécessaires l'une et l'autre, il y a lieu de tenir compte de l'existence du corps et, à l'heure de la mise en place du LMD, ce n'est pas faire preuve d'un corporatisme étroit que de le réaffirmer.

Tout ceci donne au Président et au secrétaire de chaque commission une responsabilité particulière et conduit le Conseil du CNG à assumer également ses propres responsabilités : nous savons tous quelles difficultés on peut rencontrer dans la conduite des commissions. Certaines fonctionnent très bien et même de manière exemplaire depuis longtemps, d'autres vivent et au sein de quelques-unes, même peu nombreuses, il ne se fait pas grand chose sinon rien. Cette situation est préjudiciable à tous, responsables de ces commissions compris : qu'il soit clair que le Conseil est là pour les aider et non pour les juger. Quand un président a le sentiment qu'il ne peut plus rien faire pour des raisons qui d'ailleurs peuvent tenir à l'essoufflement d'un champ disciplinaire, il ne doit pas hésiter à demander soit qu'on remette en cause l'existence de la commission, soit que l'on nomme quelqu'un à sa place, quitte d'ailleurs à proposer des noms.

À l'heure où le corps universitaire connaît la mutation démographique que l'on sait, à l'heure aussi où la géographie est plus que jamais nécessaire à une connaissance efficace (pour ne pas dire " intelligente " comme certains l'avancent avec imprudence) des territoires, prendre conscience de nos faiblesses et les assumer est fondamental. Si des champs disciplinaires émergent, il est de la responsabilité du Conseil du CNG de les aider en favorisant dans un premier temps la création de groupes de travail. Si des champs déclinent, il convient aussi d'en prendre la mesure : l'UGI " supporte " les idées nouvelles, en cherchant à coller aux grands programmes internationaux, le CNG a sa place dans ce processus et peut assumer la disparition d'une ou de plusieurs commissions, quitte à envisager des recompositions.

Ainsi résumée, la position du conseil du CNG doit aider à la lecture du bilan qui suit : notre responsabilité est collective par refus de regarder en face la réalité. Une commission qui n'a rien fait dans le cadre d'un mandat connaît forcément un problème et le maintien même de la commission dans chaque bulletin annuel ne peut qu'interroger tous ceux qui adhèrent au CNG et plus encore (car ils peuvent en sourire) tous ceux qui n'adhèrent pas.

Le bilan ne doit pas être lu comme un palmarès. Certaines commissions ont une activité intense, organisant colloques et réunions annuelles (climat et société, hydrosystèmes continentaux, géographie de la mer et des côtes, biogéographie, géographie du tourisme, géographie appliquée, géographie des transports, géographie tropicale, géographie des activités commerciales, géographie physique et environnement, géographie historique, étude des phénomènes périglaciaires, phénomènes karstiques), rédigeant en plus des plaquettes d'information destinées à leurs adhérents et à leurs futurs adhérents (rurale...). Certaines commissions s'essouffent, selon leur président et le Conseil les a encouragés à repenser leur rôle (géographie de la population, géographie urbaine ; d'autres encore ont du mal à redémarrer (épistémologie et histoire de la pensée géographique, sur une thématique très transversale à toute la géographie). La géographie de la santé se structure lentement et le Conseil a poussé les feux, compte tenu de l'actualité pressante du thème et des liens à établir avec d'autres commissions. Quelques rares commissions n'étaient pas représentées lors de la réunion (géographie politique, géographie de la société d'information, géographie théorique et quantitative, régions arides et semi-arides). Pour les unes, il est clair que des activités existent. Pour d'autres, on peut en douter et des décisions seront prises prochainement quant à leur remplacement.

JOURNEES GEOGRAPHIQUES

Le cas des journées géographiques proposées à nos amis de Nancy, est ensuite abordé. André Humbert a commencé à réfléchir et à mobiliser ses collègues. Les journées auraient lieu sur deux jours juste avant le FIG de Saint-Dié, soit les 29 et 30 septembre. La première journée serait consacrée aux activités institutionnelles, AG du CNFG, réunion des commissions qui le souhaitent.

La journée du 30 septembre serait consacrée aux excursions sur le thème de la reconversion industrielle qui auraient été préparées la veille par trois ateliers.

Ces trois excursions porteraient respectivement sur:

-le fer, sortie et réflexions coordonnées par Etienne Auphan.

-le charbon (Nom du coordinateur?)

-le textile Nom du coordinateur

La question de la participation financière du CNFG est abordée, avec accord de principe pour une aide qui n'a pas été précisément fixée.

Le projet d'une excursion transfrontalière avec la Sarre est évoqué.

Le trésorier Jean Soumagne présente ensuite le bilan des comptes du 1^{er} janvier au 31 décembre 2003.

Gérard Joly insiste sur le calendrier précis à prévoir pour les multiples échéances qui attendent le CNFG en 2004. Il soumet une proposition des tâches à assumer pour Saint-Dié et le prix des thèses, le congrès UGI de Glasgow et les élections post congrès de l'automne.

La question d'ouvrir le conseil aux maîtres de conférences, chantier nécessaire de cette fin de mandature, suppose une réflexion et un débat lors d'un prochain conseil puis la tenue d'une assemblée générale extraordinaire, pour modifier les statuts afin de permettre aux jeunes docteurs qui ont pris des responsabilités dans les commissions de venir étoffer le conseil.

Le conseil se termine par la dégustation de la galette, tradition conviviale qui permet de poursuivre des conversations informelles mais constructives.

Paul ARNOULD, Alain MIOSSEC, Jean SOUMAGNE